

*Questions orales*

**L'hon. Herb Gray (ministre de l'Industrie et du Commerce et ministre de l'Expansion économique régionale):** Madame le Président, c'est parce que nous prenons un intérêt positif dans cette industrie que nous avons créé ce fonds de modernisation . . .

**M. La Salle:** Vous les laissez mourir!

**M. Gray:** Madame le Président, aussi c'est pourquoi nous avons continué à imposer le contingentement sur les chaussures qui ne sont pas de toile et nous avons ajouté un contingentement sur les souliers de canevas, quelque chose qui n'était pas dans les quotes-parts antérieures. Alors nous avons un intérêt positif et nous prenons très au sérieux les intérêts de cette industrie et des travailleurs.

**M. La Salle:** Faites la preuve, c'est insuffisant!

\* \* \*

[Traduction]

**LES AFFAIRES EXTÉRIEURES**

L'ARGENTINE—LES SANCTIONS PRISES PAR LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Madame le Président, j'ai une question à poser au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Hier, la Communauté économique européenne a donné un appui encourageant à la Grande-Bretagne dans le différend des Îles Falkland. Elle envisage d'interdire les principales importations argentines et de prendre des sanctions économiques et financières comme elle n'en avait encore jamais adopté. L'Allemagne de l'Ouest, par exemple, a déjà résilié un marché de fourniture d'armement naval de 850 millions de dollars avec l'Argentine. Est-ce que le gouvernement canadien envisage de prendre des mesures du même genre?

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, à ma connaissance, les seuls pays qui ont pris des mesures plus énergiques que le Canada sont le Royaume-Uni lui-même et la Nouvelle-Zélande. Les mesures dont le député fait état à propos de l'Allemagne de l'Ouest sont de même nature exactement que celles que nous avons prises ici.

L'EMBARGO SUR LES EXPORTATIONS DE MATÉRIEL MILITAIRE

**L'hon. Allan B. McKinnon (Victoria):** Madame le Président, j'ai une question supplémentaire à poser cette fois également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Lundi, le ministre a dit ce qui suit à la Chambre:

Nous décrétons un embargo immédiat sur toutes les exportations de matériel militaire . . .

Un appel téléphonique au ministère de l'Industrie et du Commerce nous apprenait hier qu'en 1981, nous avons vendu à l'Argentine pour \$15,647 d'armes, de matériel militaire et de composants.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. McKinnon:** Le ministre croit-il vraiment que la suppression de ces livraisons militaires a d'autres effets que de le rendre ridicule?

**Des voix:** Oh, oh!

**Des voix:** Bravo!

**M. McKinnon:** Ce montant représente un cinquante-millième de 1 p. 100 de nos exportations. La souris croit rugir mais n'a encore que piaillé.

**Des voix:** Oh, oh!

**L'hon. Mark MacGuigan (secrétaire d'État aux Affaires extérieures):** Madame le Président, je vais contrôler les chiffres. Mais l'important, c'est qu'il existe des ventes de matériel militaire entre le Canada et l'Argentine. Je pense qu'il y a en outre des matériels à double usage qui doivent être couverts par un permis d'exportation, mais qui ne figuraient peut-être pas dans le matériel militaire qui a été indiqué au député. Je me ferai un plaisir de contrôler et de l'informer en temps voulu.

\* \* \*

[Français]

**LES SUBSTANCES DANGEREUSES**

ON DEMANDE QUELLES MESURES LE GOUVERNEMENT ENTEND PRENDRE EN VUE D'AIDER LES VICTIMES DE LA MIUF À GASPÉ

**M. Alexandre Cyr (Gaspé):** Madame le Président, ma question s'adresse à l'honorable ministre de la Consommation et des Corporations. Dans la circonscription de Gaspé il y a plus de 400 familles qui sont touchées par la mousse isolante d'urée formaldéhyde, ce qui représente environ 2,000 personnes. Plus de 25 familles ont déjà quitté leur logis et d'autres attendent de le laisser. Je possède également des certificats médicaux selon lesquels des enfants doivent laisser leur demeure pour aller demeurer dans des endroits où la maison n'est pas isolée à la MIUF. Ma question est donc la suivante: le ministre peut-il dire à la chambre s'il a l'intention de poursuivre ses démarches avec les provinces afin qu'elles accordent une aide directe aux propriétaires des maisons isolées à la MIUF et quant à lui a-t-il l'intention d'augmenter la contribution déjà fixée à \$5,000 ou incitera-t-il la Société canadienne d'hypothèques et de logement à participer avec le programme PAREL en vue d'aider ces propriétaires de maisons

**L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations):** Madame le Président, j'apprécie l'intérêt que porte le député de Gaspé à ces propriétaires victimes de la mousse. Je voudrais l'inciter à s'assurer que tous ces propriétaires sont inscrits auprès du centre canadien ici en vue d'être admissibles à l'aide du gouvernement canadien qui peut s'élever jusqu'à \$5,000. Malheureusement, malgré les demandes pressantes que nous avons formulées au cours des dernières semaines, des derniers mois en fait, avec les autorités provinciales aucun gouvernement provincial n'a l'intention de donner une aide monétaire directe aux victimes de la mousse, et je trouve cette situation regrettable. Par ailleurs, pour répondre à la question d'appliquer le programme PAREL à la réparation de ces maisons, je dois rappeler à l'honorable député que cette loi qui est régie par la Société canadienne d'hypothèques et de logement ne prévoit pas de telles mesures. Il faudrait, pour le faire, évidemment amender la loi, et je ne suis pas certain que ce prêt soit plus avantageux que l'aide directe non taxable de \$5,000 qui peut être donnée aux propriétaires victimes de la mousse.